



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1069

22 octobre 2012

- **Manifeste de l'opposition contre les errements et dérives du pouvoir**
- **Manifestation d'agriculteurs contre l'accaparement des terres**
- **Pour la promotion de l'écotourisme et de la production sur l'île**
- **Des réseaux de trafiquants profitent de la vulnérabilité des migrants haïtiens au Chili**

>> Manifeste de l'opposition contre les errements et dérives du pouvoir

Des milliers de manifestants ont, une nouvelle fois, le mercredi 17 octobre 2012, investi les rues du Cap-Haïtien (Nord), pour protester contre le pouvoir en place.

« A bas Martelly, à bas la corruption », pouvait-on lire sur des pancartes, tandis que d'autres mettaient en avant des revendications économiques et sociales contre le chômage, la pauvreté, les inégalités et la sous-traitance comme option de développement.

Les manifestants ont été très critiques à l'encontre de la famille présidentielle qu'ils accusent d'être en train de dilapider les caisses de l'État. Ils ont également dénoncé la cherté de la vie et ont plaidé en faveur de la valorisation de la production nationale et la justice sociale.

Annonçant la poursuite des mouvements de mobilisation anti-gouvernementale à travers le pays, le sénateur Jean-Charles Moïse, farouche opposant à Martelly, a lancé une mise en garde contre toute interférence de la communauté internationale dans « ce qui ne la regarde pas ».

Cette manifestation fait suite à un forum de deux jours qui a réuni, les 15 et 16 octobre au Cap-Haïtien, des représentants de plus d'une vingtaine de partis politiques, venant de Port-au-Prince et d'ailleurs.

Des thèmes comme la corruption, l'insécurité, les persécutions politiques, le départ de la mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH) et la faim ont été abordés.

« La révocation de tous actes posés par l'exécutif en violation de la loi, le retour à la Constitution de 1987 et l'élaboration d'une déclaration d'amendement après l'organisation d'élections

(législatives partielles et locales) crédibles, la mise en place d'un conseil électoral consensuel et des enquêtes sur l'utilisation des fonds publics» sont les principales revendications des participants qui ont signé un manifeste intitulé « Cri du Nord ».

Haïti fait face actuellement à un désastre institutionnel et une crise économique et sociale, relèvent les participants qui s'engagent à soutenir tout mouvement de protestation contre la mauvaise gestion supposée de l'administration Martelly.

Différentes organisations soulèvent également des interrogations sur la politique suivie par l'administration actuelle, qui tend à instaurer un pouvoir personnel, tourné autour de la personne du président et assorti de propagande relayant des slogans de campagne électorale.

Par exemple, une carte dite "carte rose" de santé est instituée, sans tenir compte des fondements de base de l'État, lequel devrait associer des éléments généraux à toute action mise en œuvre, au lieu de reprendre des slogans partisans de campagne électorale.

L'administration politique actuelle a décidé, depuis janvier 2012, de remplacer les cartels municipaux élus par des "agents exécutifs intérimaires" qui ne réfèrent à aucune disposition constitutionnelle ni légale.

En plus, beaucoup de décisions administratives, prises par l'actuelle équipe au pouvoir, semblent caractériser par de l'amateurisme et de l'improvisation. L'opinion publique a été très choquée par l'attitude des représentants du gouvernement qui ont affiché une posture dégingandée et totalement dépourvue de protocole le 17 octobre, à l'occasion du 206^e anniversaire, de l'assassinat du principal fondateur d'Haïti, Jean-Jacques Dessalines.

>> Manifestation d'agriculteurs contre l'accaparement des terres

Correspondance Wedlyne Jacques

Plusieurs dizaines d'agriculteurs ont élevé leurs voix, dans la matinée du samedi 13 octobre 2012, pour protester contre la prise de plusieurs carreaux de terre dans la première section communale de Champin, sur l'habitation Madras, à Caracol (commune du Nord-Est d'Haïti, à environ 25 km du Cap-Haïtien), où doit être inauguré un

parc industriel le 22 octobre prochain, a observé l'agence en ligne AlterPresse.

« Le pays n'a jamais bénéficié des promesses faites. Nous, agriculteurs, sommes renversés devant l'accaparement des terres fertiles que nous occupons depuis plusieurs générations » figurent parmi les desiderata exprimés par les manifestants.

Les protestataires du 13 octobre à Caracol signalent, depuis début août 2012 sur le marché de la zone, une rareté de haricots locaux (pois), au profit de haricots importés, qu'ils attribuent à la décision de mettre du béton et divers types de construction (dont des logements en dur) sur des terres agricoles.

Les types de construction en dur, à partir des lotissements remarqués depuis quelque temps, pourraient être établis dans les espaces semi-arides qui existent dans la zone de Caracol, déclarent-ils.

Les agriculteurs demandent une restitution des portions de terre en train d'être acquises depuis 2011 par des absentéistes et grands (potentats) disposant de capitaux importants.

>> Pour la promotion de l'écotourisme et de la production sur l'île

« Ébaucher un plan de la première étape d'une route écotouristique binationale, qui débute et se termine à San Juan, mais fait la boucle à Savanette, en territoire haïtien » : telle est l'ambition de la 16e foire écotouristique et de production, organisée du 18 au 28 octobre 2012 à San Juan de la Maguana en République Dominicaine, sous les auspices de la fondation dominicaine Ciencia y arte.

Placée sous le thème « pour une municipalité écotouristique et culturelle », elle se tient en prélude à la 5e édition de la « foire binationale écotouristique et de production » que recevra la commune de Savanette. Expositions de produits, services, projets et activités ; conférences et ateliers scientifique-culturels ; présentations artistiques-culturelles ; sports et excursions » seront les principales attractions de la foire.

Considérée par les organisateurs comme « un hymne à la nature pour le développement humain et la solidarité des peuples », cette 16e foire reçoit le partenariat de la fondation pour le développement du tourisme alternatif en Haïti et de Sant Pon Ayiti.

>> Des réseaux de trafiquants profitent de la vulnérabilité des migrants haïtiens au Chili

Au cours des huit derniers mois, un réseau de trafiquants opérant dans l'immigration chilienne a facilité le voyage de 17 immigrants haïtiens en leur faisant de fausses promesses d'emplois en échange d'argent, selon une enquête publiée par le centre d'investigation journalistique (CIPER).

Luis Ramirez , Cedanus Dorvil et Jean Blendy Mahotière, impliqués dans les activités illicites du réseau, ont été appréhendés et placés en détention provisoire, le vendredi 5 octobre 2012.

Ce trio risque une peine allant de trois à dix ans d'emprisonnement, avec la nouvelle loi au Chili qui punit le crime de traite des êtres humains.

Pour entrer au Chili, la plupart des migrants haïtiens recourent à ces types de réseaux de trafiquants, indique l'enquête.

Sur 3427 touristes haïtiens enregistrés dans les mouvements migratoires au Chili, 2681 ont été arrêtés, selon une étude réalisée entre 2009 et 2011 par un groupe d'analystes de l'Immigration de la police judiciaire (Pdi) au Chili.

Le mouvement du 13 octobre entend attirer l'attention sur l'aggravation des conditions de vie, notamment la cherté de la vie qui frappe les agriculteurs à Caracol, confrontés à de nombreuses difficultés pour pouvoir envoyer leurs enfants à l'école et subvenir à d'autres besoins fondamentaux.

Ils annoncent la poursuite de leur mouvement pour empêcher qu'ils soient dépossédés des terres sur lesquelles plusieurs générations d'entre eux ont vécu.

Elles se sont succédé dans la pratique de l'élevage de bovins et de cabris, de la culture de la banane, des haricots, du légume local appelé Kalalou / gonbo, entre autres productions.

Pour plus de détails : <http://www.alterpresse.org/spip.php?article13554>

La République fédérale d'Allemagne est l'invitée d'honneur de cette édition de la foire nationale dominicaine mais avec une forte participation haïtienne.

Le gouvernement haïtien semble accorder une grande importance à cette foire précédant la binationale en créant un « comité interministériel à sa préparation ». « Plus d'une dizaine de stands d'exposition sont réservés à ces ministères pour exposer Haïti des points de vue scientifiques, culturels et artistiques ».

« Le bien-être du peuple haïtien est ce qui va rendre véritablement heureux le peuple dominicain. Si le peuple haïtien ne se développe [sic] pas, nous ne serons jamais heureux comme peuple. Et vice versa », souligne l'ancien ambassadeur de la République Dominicaine en Haïti (2004- 2009), José Serulle Ramia, et coordonnateur général de la foire.

Pour plus de détails, lire <http://www.alterpresse.org/spip.php?article13544>

Seulement 746 de ces immigrants retournent dans leur pays.

Selon des chiffres avancées pour l'année 2011, sur 1369 Haïtiens arrivés au Chili, 1056 sont restés dans le pays sans régulariser leur situation.

L'augmentation du flux d'immigration en provenance d'Haïti est inhabituelle et injustifiée, affirme le procureur en chef, Emiliano Arias, croyant que la grande majorité des Haïtiens viennent au Chili pour travailler.

"Ce sont des gens qui sont dans une vulnérabilité psychologique et économique extrême », a-il aussi déclaré.

De nombreux immigrants haïtiens ont été expulsés pour ne pas avoir les documents prouvant un motif raisonnable de visiter le Chili.